Gouvernement menteur, patronat profiteur, ne les laissons pas faire !

Novembre 2006
Bulletin de la commission ouvrière de Moselle

Ligue Communiste Révolutionnaire. Porte Paroles: Olivier Besancenot, Alain Krivine, Roseline Vachetta
Sites internet : http://www.lcr-rouge.org & http://besancenot2007.org

Chiffres du chômage, pouvoir d'achat, le grand bluff du gouvernement.

Le mois dernier, Chirac a carrément grillé la politesse à De Villepin et à Borloo pour annoncer leur fameuse baisse du chômage ! Et pourtant il n'y a vraiment pas de quoi se vanter : le niveau de chômage est globalement iddentique à celui de 2002, quand ils sont arrivés au pouvoir.

C'est curieux : avant chaque élection présidentielles, le chômage baisse. Evidemment à chaque fois on nous annonce des chiffres très partiels qui ne tiennent compte que d'une partie de la réalité : l'indice mensuel ne mesure qu'environ la moitié(2 219 300) des chômeurs inscrits.

Par ailleurs, tout est fait pour qu'il y ait le moins d'inscriptions et le plus de radiations possibles, tous les prétextes sont bons. Il y a une dizaine d'années, il y avait en moyenne 5000 radiations par mois, aujourd'hui : 35 000 ! Soit une multiplication par sept !

De plus, les chomeurs étant de moins en moins indemnisés, beaucoup ne s'inscrivent même plus à l'ANPE. Résultat, le nombre des RMistes (qui eux ne sont pas comptabilisés comme chômeurs) explose : ils sont 1,25 million, 200000 de plus qu'il y a quatre ans !

Par contre, ce dont Chirac et ses sbires oublient de parler, c'est de la démographie : car de très nombreux « babyboomeurs » sont en train de partir à la retraite alors que la classe d'âge qui arrive sur le marché du travail est beaucoup moins nombreuse. Il y a donc un effet mécanique de baisse du chômage.

Et pourtant, les suppressions d'emplois, effectives ou annoncées, se multiplient dans les entreprises. L'Humanité du lundi 30 octobre en a fait le bilan: 25000 emplois ont été supprimés et 20000 sont menacés à court terme, rien que sur les deux derniers mois.

Les plus gros licencieurs font partie du secteur automobile, qu'il s'agisse de constructeurs comme le groupe PSA, avec 7700 emplois

supprimés, ou des équipementiers tels Faurecia, Valeo, Bosch, Visteon, Delphi... Si les principales pertes d'emplois se situent dans l'industrie (Sanofi, Saint-Gobain, Seb, Aubade, Totalpetrochemicals, Fujifilms, etc.), des entreprises du secteur tertiaire, prétendument dynamiques, licencient elles aussi, ou prévoient de licencier dans un futur proche: 1500 emplois en moins chez AXA, 1000 à la FNAC, 832 chez Noos, pour n'en citer que quelques-unes. Dans le seteur public, c'est 150 000 départs à la retraite qui ne seront pas remplacés cette année!

Toujours d'après le gouvernement, notre pouvoir d'achat aurait augmenté. La bonne blague ! Le passage à l'euro nous donnerait le « sentiment » d'en avoir moins, mais la réalité serait tout autre.

Pendant que le gouvernement nous mène en bateau avec ses prétendus bons chiffres sur le chômage et sur le pouvoir d'achat, le patronat se frotte les mains. Le chômage massif l'arrange bien : cela lui permet d'embaucher à des conditions de plus en plus précaires, avec des salaires de plus en plus dérisoires, et d'engranger toujours plus de profits.

N'acceptons plus de voir les profits s'envoler alors que les salaires restent au sol et que les licenciements se multiplient. Il faut exiger, 300 euros pour tous et pas de revenus inférieurs à 1 500 euros nets tout de suite, l'interdiction des licenciements.

N'attendons pas 2007, c'est par la lutte, tous ensemble que nous pourrons imposer ces exigences!

« Travailleurs de tous les pays, unissez-vous… »

Le 2 novembre est née à Vienne la Confédération Syndicale Internationale regroupant 360 syndicats de 150 pays représentants 190 millions de syndiqués.

Elle résulte de l'union de la CISL (Confédération Internationale des Syndicats Libres) et de la CMT (Confédération Mondiale du Travail) auxquelles s'est jointe la CGT. Cette dernière a quitté, en 1995, la FSM, organisation dominée par les bureaucraties syndicales liées à l'ex URSS contre laquelle s'était créée la CISL dont les dirigeants étaient animés d'un profond anti-communisme. Aujourd'hui, les appareils syndicaux convergent pour dépasser les vieux clivages. Il y a là, pour chacun, un enjeu vital tellement la pression de la mondialisation financière est forte. « Nous sommes sous la coupe d'une mondialisation néolibérale, et pour ses tenants, le meilleur syndicat, c'est celui qui n'existe pas. Nous avons été attaqués sur tous les fronts ? Précarisation, croissance de l'économie informelle, flexibilité, délocalisations… Tous ces phénomènes ont affaibli le syndicalisme » déclarait, lucide, Willy This, le secrétaire général de la CMT que l'on ne peut soupçonner d'un radicalisme excessif.

La CSI se fixe pour ambition de « changer le cours de la mondialisation ». « L'unité du mouvement syndical international est

devenue une nécessité pour changer le rapport des forces à l'échelle mondiale » déclarait Bernard Thibaut. Très bien. On est cependant en droit de se demander pourquoi une telle union syndicale au niveau national, ici, n'est pas possible. En effet, FO et CFDT sont aussi partie prenantes de la CSI. Y aurait-il des intérêts d'appareils rivaux qui s'y opposeraient ? De toute évidence, oui. Alors, si l'unité des travailleurs et de leurs organisations est une nécessité pour préparer une contre-offensive, elle doit être démocratique, répondre aux besoins de la lutte, contrôlée par les travailleurs eux-mêmes. Travailleurs, unissons-nous ! »

Lutte des salariés de MALORA, usine d'ameublement à Saulxures-lès-Nancy

134 jours d'occupation et ça repart !

70 ans après les grandes grèves (avec occupation) de juin 36, les ouvrières/ouvriers de Malora, fabrique de mobilier de bureau, avec leur syndicat CGT, ont expérimenté avec succès l'efficacité de la méthode. Déterminés, teigneux même, ne lâchant pas prise, cherchant à démêler les causes de la situation qui leur était faite, unis, imaginatifs pour créer la solidarité extérieure, ils méritent nos applaudissements.

Incontestablement, leur lutte est une formidable victoire. Elle va inspirer, c'est sûr, d'autres salariés en butte à la loi du profit.

Pourtant, même si elle est belle, cette victoire n'est pas totale. Ce sont les principaux animateurs de la lutte, Odile Cassiani dans l'entreprise et Alain Pora de l'union locale, qui tiennent eux-mêmes à le préciser : l'annexe des Vosges sera fermée et c'est pour Odile et ses camarades un véritable crève-cœur. Il est vrai que les 21 salariés vosgiens étaient loin d'être au même degré de mobilisation : cela aussi doit faire réfléchir… A Saulxures, il y aura des départs en préretraite. Mais aussi des licenciements. «MALORA» va devenir «Nancy Stanislas Mobilier» avec le repreneur Sylvain Cuny. Partant en 2007 à 15, l'effectif devrait progressivement atteindre 25 au cours de la 2ème année. Alors que les salariés étaient à 48 en juin au moment de la fermeture, la perspective annoncée à moyen terme (5 ans) est de 45…

Deux choses doivent être soulignées.

Durant toute cette bataille, ce sont les salariés qui auront été les véritables porteurs de l'intérêt général. Ils ont maintenu l'outil de travail en état, ils ont gardé le contact avec les fournisseurs et les clients de l'entreprise, ils ont fait la clarté sur la gestion frauduleuse qui a débouché sur la faillite (regarder de près les comptes et chercher à y voir clair ne leur fait plus peur), ils se sont opposés à l'opération immobilière qui se cachait derrière cette fraude : ce sont des femmes et des hommes debout.

C'est si vrai qu'un concept est né à l'occasion de cette bataille : « l'occupation d'utilité publique » : incroyable mais vrai, le patron verse 21 000 € aux salariés occupants pour « services de gardiennage »…

Pour nous contacter ou pour recevoir la Mirabelle Rouge (feuille de la LCR de Moselle) :
lcr57@nomade.fr ou 06/86/27/93/25

Avec Fouad, contre la criminalisation des luttes sociales !

Le 30 mars, ils étaient 800 anti-CPE sur les voies de chemin de fer à Metz à bloquer les trains mais c'est Fouad seul qui sera traîné en justice : il est vrai que ce militant CNT a été l'un des principaux animateurs de la bataille à Metz. La SNCF veut 30 000 € ! Venant après les amendes de 250 € infligées à 8 militants pour l'action « MEDEF rouge », ce procès veut criminaliser l'action collective. La LCR et les JCR prennent les contacts pour faire monter la solidarité !

TOTAL, avec EDF et GDF, dans un pôle 100% public de l'énergie !

Total fait 7,1 milliards € de profits au 1er semestre (en tête du CAC 40 !). Mais le mastodonte supprime 250 emplois à Carling. Et ne se gêne pas pour rejeter la revendication de doublement du salaire que ses salariés du Mali ont porté lors de leur grève en septembre (salaire actuel : 90 €) ! En Lorraine, avec la disparition du site de Carling, ce sont 2 à 3000 emplois qui sont en jeu. La LCR apportera sa contribution à la bataille d'ampleur qui doit se développer.

Gérard Streiff, «vrai lorrain », nouveau PDG de PSA: « Enfin patron ! »

Le Républicain Lorrain, grand spécialiste de la complaisance envers les puissants, nous informe : « Streiff, le sarrebourgeois, une force, un moteur énorme… » genre qui travaille 18 h par jour « avec un côté un peu brut de décoffrage… ». Salariés, retirez la casquette devant le grand homme, ne vous retenez pas d'applaudir ! « Qualité : énergie. Défaut : énergie ». Ouf, nous voilà sauvés ! Et le plan de 10 000 suppressions d'emplois ? Quel plan ?

L'Allemagne disjoncte, l'Europe trinque.

Le 4 novembre, une panne d'électricité a touché l'Allemagne et une grande partie de l'Europe : 10 millions de personnes touchées dont 5 en France. Cet incident aurait pu provoquer un black-out total sur l'Europe. Cette fragilité du réseau est la conséquence de la privatisation et de l'introduction de la concurrence. Ces sociétés qui n'ont qu'un but : tirer le maximum de profits des installations existantes, ne font pas les investissements nécessaires pour faire face aux besoins (sans cesse croissants) d'électricité ou pour améliorer la coordination.

Malgré le mépris et les intimidations les pompiers continuent la grève !

Les pompiers veulent partir à la retraite à 50 ans compte tenu de la dangerosité de leur métier, mais c'est la suppression d'une prime mensuelle de 70 € qui a fait déborder le vase : ils sont en grève et veulent sensibiliser l'opinion publique sur les difficultés de leur profession. Ils ne rencontrent que mépris et intimidations de la part de leur hiérarchie. Devant la préfecture, ils sont reçus par les CRS. Le préfet les fait convoquer de façon abusive pour casser leur mouvement. C'est une atteinte intolérable au droit de grève. Solidarité avec les pompiers !

Catastrophe de Zoufftgen : c'est toujours la faute du lampiste !

6 morts, 16 blessés dont 2 graves : l'erreur était humaine, celle d'un salarié des chemins de fer luxembourgeois a-t-on pût lire dans la presse. Mais, la presse oublie de s'interroger et de remettre en cause les conditions de circulation dans la zone de l'accident. Pourquoi une personne unique peut-elle donner une autorisation de circuler sur une voie unique ? Pourquoi n'a-t-elle pas pût couper le courant ou joindre le conducteur quand elle s'est aperçu de son erreur ? La sécurité nécessite des moyens mais cela ne rime pas avec profits et rentabilité !